

France, Aix-en-Provence, le dimanche 7 juillet 2019

Déclaration finale du Cercle des économistes 19^e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence



Le Cercle des économistes lance, au travers de cette déclaration, un appel à la raison, à la lucidité et à l'action pour faire face aux grands dangers liés à la conjonction de transitions multiples que nous vivons aujourd'hui.

Nous reconnaissons la gravité des crises qui bouleversent notre monde, qu'elles soient démocratique, territoriale, commerciale, géopolitique, sociale ou écologique. De cet entrelacs de chocs est née une perte de confiance - en soi, envers les autres et en l'avenir - généralisée. Selon l'étude de McKinsey réalisée à l'occasion des Rencontres, une moyenne de 49% de la population mondiale pense que la qualité de vie des générations futures se dégradera.

La confiance est un concept qui accompagne depuis toujours les économistes. Souvenons-nous de la *Théorie des Sentiments Moraux* d'Adam Smith qui définit la confiance comme un calcul rationnel et probabiliste basé sur des observations passées et l'espoir de gains futurs. Souvenons-nous aussi de la notion d'"*Animal Spirits*" - développée par Keynes - selon laquelle des facteurs psychologiques et émotionnels déterminent en partie nos choix et nos actions. Tout cela nous éloigne de la rationalité pure, car nous vivons dans un monde très actif de transactions, d'investissements, de nouvelles consommations, en apparence contradiction avec toutes nos incertitudes envers le futur.

S'il fallait construire un triptyque de penseurs sur ce concept, dont les deux premiers seraient Smith et Keynes, on s'appuierait sans aucun doute sur Arrow et sa compréhension des écarts de développement entre pays. Ce qui est novateur dans son approche c'est que ce ne sont pas des différences de facteurs matériels, tel que l'accumulation du capital, mais la différence des niveaux de

confiance selon les pays qui expliquent leur trajectoire de développement. Les règles formelles qui régissent évidemment les interactions d'une société sont associées à des coûts. Un haut degré de confiance permet donc de les réduire, ce qui favorise échanges et investissements, et contribue ainsi à la croissance économique.

Notre définition intègre tous ces éléments, tout en lui donnant un contenu qui prend en compte la réalité de la période dans laquelle nous vivons :

La confiance, c'est le risque assumé de s'en remettre à l'autre ou aux autres en vue d'une coopération répétée dans le temps, quelle qu'elle soit, et fondée sur notre perception de l'intérêt commun. Elle ne se limite pas à la seule satisfaction des intérêts particuliers; elle suppose que des instances légitimes fournissent aux citoyens des informations non-biaisées, étayées par l'état actuel des connaissances. Ses fondements sont universels, mais elle présente au sein de chaque société une dimension sociale et culturelle. Elle concerne aussi bien les individus que les institutions, les nations, l'Europe et toute autre forme de collectivité.

Surtout, ne confondons pas confiance et optimisme, la confiance prenant des accents particuliers liés à chaque période, à chaque contexte. Le manque de confiance dramatique que l'on observe aujourd'hui a plusieurs sources: accélération du temps, émergence de nouvelles puissances, de nouvelles fractures et de nouveaux risques, ... Parmi ces défis, l'incertitude de la transition énergétique pèse sur nos sociétés, accentuée par le manque de transparence des acteurs à l'égard des coûts économiques et sociaux qu'elle va engendrer. Parallèlement, le marché du travail européen va connaître une profonde mutation, le secteur industriel évoluant largement vers une industrie des services. De ce fait, il y aura des bouleversements sur le marché du travail au niveau de la qualification des travailleurs, bouleversements pour lesquels le système éducatif n'est pas adapté aujourd'hui. Dans le domaine politique, la démocratie participative, même si elle ouvre des perspectives intéressantes, montre ses limites, confrontée à un cadre démocratique encore très traditionnel. Face à ces nombreux défis, les pays européens, à l'histoire et aux valeurs communes, se devraient d'être soudés. Pourtant, l'Europe semble impuissante et divisée. Dans d'autres régions du monde, la situation géopolitique est tout aussi critique.

Notre conviction est que la confiance ne se rétablira pas uniquement par quelques mesures isolées et de court terme, mais que le vrai sujet est de rétablir un socle de valeurs partagées. Ces valeurs, ne nous y trompons-pas, peuvent prendre le même intitulé que celles du passé, mais sont largement différentes dans leur contenu. Prenons l'exemple du multilatéralisme, de la solidarité, ou des connaissances. Les formes de multilatéralisme des 50 dernières années sont mortes; le phénomène de migration prend une ampleur qui bouleverse nos manières d'évoquer la solidarité; le réchauffement climatique dépasse largement nos valeurs écologiques traditionnelles... C'est là où la France et l'Europe peuvent jouer un rôle très particulier. Ils sont sans nul doute l'espace de liberté individuelle et d'expression collective le plus avancé, d'où leur responsabilité majeure dans cette période.

Mais quelles valeurs seront assez fortes et assez fédératrices pour nous permettre d'affronter les métamorphoses du monde et de renouer avec la confiance ? Nous en avons retenu huit qui nous paraissent les plus à même de répondre à ce défi majeur, tout en étant conscients du fait qu'elles puissent apparaître de l'ordre de l'évidence et vraisemblablement insuffisantes.

Il y a d'abord, bien entendu, le **primat de l'éducation et de la formation**, l'école étant le premier lieu où l'on apprend à coopérer et à vivre ensemble. En donnant plus d'importance aux compétences sociales (*soft skills*), ainsi qu'en défendant l'égalité des chances, l'éducation peut être un des piliers centraux de la reconstruction de la confiance.

La seconde valeur est plus complexe à cerner car il s'agit de **l'adhésion à la science comme valeur de vérité et de progrès et moteur de l'amélioration de nos conditions de vie**. Ne nous trompons pas, ce progrès suppose de grands efforts de pédagogie car il n'est pas naturellement partagé, dans la mesure où certains y voient des motifs de craintes et de perte de leurs libertés.

La troisième valeur ne prend de sens que si elle est fondée sur une véritable politique, puisqu'il s'agit du **respect de la diversité des identités et des cultures**, qui, lorsqu'elles sont elles aussi respectueuses des autres cultures et des libertés, permettent de forger du lien social et garantissent une démocratie forte.

Vient ensuite la **solidarité**, fondée sur des relations humaines dignes, ainsi que sur notre capacité à rencontrer l'autre. Mise à mal par les discours populistes et la peur liée au phénomène migratoire, c'est pourtant grâce à elle que peuvent naître des marques de confiance réciproques.

Dans le nouveau monde dans lequel nous vivons, les technologies remplacent peu à peu le contact humain et laissent place à la solitude au travail et à un sentiment d'urgence permanent. L'accélération du temps engendre de nouvelles souffrances (stress, hyperactivité, dépression), qui ont leur part de responsabilité dans la crise de confiance que nous vivons. Pour répondre à ce malaise, il est nécessaire de se pencher sur la question du **bien-être au travail**, en prenant en compte les nouvelles modalités de l'activité professionnelle du XXI^e siècle et les aspirations des nouvelles générations à une quête de sens au travail.

Autre valeur, celle d'une **citoyenneté environnementale**, devant être transmise dès le plus jeune âge, prise en compte à tous les échelons de décision et intégrée à nos modes de vie.

On ne peut évoquer ce thème sans parler de deux autres valeurs majeures : un **nouvel équilibre des libertés**, qui concerne autant la vie privée que les capacités de circuler tout en rééquilibrant les inégalités entre les gagnants et les perdants de la mondialisation, et la **renaissance d'une justice sociale**, adaptée au monde d'aujourd'hui.

La condition pour que toutes ces valeurs puissent être pleinement exprimées, c'est de confronter les individus et les collectivités de toute nature, à la réalité, c'est-à-dire à l'extrême

spécificité de la situation que nous sommes en train de vivre. Cette vérité-là, doit être abordée au travers de cinq sujets:

- **Renouer le lien social et réconcilier les territoires** en luttant contre l'exclusion à tous les âges et les fractures territoriales;
- **Se réapproprier nos vies** en luttant contre la déshumanisation technologique et politique et l'accélération du temps;
- **Créer une Europe des projets** pour dépasser la simple logique institutionnelle de l'UE;
- Relancer de **nouvelles formes de coopération internationale** impulsées par l'UE;
- **Sécuriser le monde de demain** en abordant avec lucidité et rigueur les bouleversements majeurs que le monde va connaître, et se donner les moyens de penser les solutions à long-terme aux problématiques d'environnement, d'immigration et de sécurité individuelle et collective, dont la cybersécurité fait partie intégrante.

1. Pour renouer le lien social et réconcilier les territoires

- **Pour la revitalisation des territoires, nous demandons à ce que les régions deviennent désormais les maîtres d'oeuvre d'un véritable plan d'éducation et de formation, en se finançant par le transfert des impôts de production;**
- **Nous pensons que la place des partenaires sociaux dans les réformes mises en oeuvre aujourd'hui est insuffisante, et nous souhaitons leur redonner toute leur place, notamment dans la réforme de l'assurance-chômage et retraite. Nous demandons aussi au gouvernement d'organiser avec les partenaires sociaux et les partis politiques une grande conférence sur les emplois de demain;**
- **Etablir un contrat social entre les générations** en prenant des mesures de garantie pour les différentes générations, apposant des engagements. Ceci pourrait être accompli en constitutionnalisant l'existence d'un régime de retraite universel, en parvenant à ce que le cinquième de l'épargne des ménages soit consacré à l'épargne retraite, avec pour objectif d'encours 800 milliards d'euros en 10 ans, en instaurant une assurance obligatoire contre la perte d'autonomie, à partir de 40 ans, et réassurée par l'Etat, en élaborant un schéma de vente avec garantie de maintien dans les lieux pour les personnes âgées, notamment les plus modestes avec une garantie publique de la valorisation des biens;
- **Institutionnaliser à tous les niveaux de la formation un apprentissage spécifique pour l'acquisition des compétences sociales (*soft skills*);**
- **Encourager toutes les échelles de gouvernance à faire appel à des conventions citoyennes de manière régulière, en incluant le tirage au sort et avec présence obligatoire,** pour impliquer plus de citoyens dans des débats pour les prises de décision, élément essentiel pour faire vivre la démocratie participative;

2. Pour se réapproprier nos vies

- Pour reconquérir notre souveraineté numérique à l'heure des *fake news*, **établir, protéger et respecter les institutions indépendantes chargées d'une mission d'information du public** (instituts statistiques, agences d'évaluation des risques, instances d'évaluation des politiques publiques) et **créer une instance de *fact checking***; par ailleurs, **demander à la BPI de créer un fonds dédié aux startups dans le domaine du *fact checking***;
- **Lancer le débat en Europe sur le refus absolu de toute forme de situation monopolistique dans le traitement, le stockage et la diffusion des données, conduisant à la possibilité, comme c'est le cas aux Etats-Unis, du démantèlement des grandes entreprises technologiques; soutenir massivement les entreprises européennes qui développent des technologies et des procédures permettant de préserver la vie privée des individus;**

3. Pour créer une Europe des projets

- **Créer une agence de coopération franco-allemande** pour les projets d'innovation de rupture, sur le modèle américain de la DARPA, financée par les départements d'énergie et de défense de chaque pays, à laquelle pourront s'associer les pays volontaires;
- Transformer l'instrument budgétaire actuel pour la convergence et la compétitivité (BICC) en un véritable **budget de la zone euro** doté d'une fonction de stabilisation en cas de choc;
- **Créer une grande dette sans risque en euros** pour à la fois stabiliser le système financier européen et renforcer le rôle international de l'euro. Cette dette pourrait être utilisée en faveur de la transition énergétique;
- **Se fixer pour objectif la mise en place d'un accord pour un salaire minimum européen qui soit compris entre 60 et 70% du salaire médian d'un pays;**
- **Moderniser la politique commerciale européenne en la recentrant sur les questions de concurrence et en travaillant dans la perspective d'un club climatique plus ambitieux que l'accord de Paris, qui pourrait créer des dispositifs de taxations incitatives à ses frontières. Parallèlement, demander que l'accord UE/MERCOSUR fasse l'objet d'une ratification par les Parlements des États membres, en plus du vote au Parlement européen;**

4. Pour de nouvelles formes de coopération internationale

- L'année dernière, nous avons proposé de fédérer un ensemble de pays volontaires, ceux qui croient au multilatéralisme, au sein d'une initiative, impulsée par l'Europe, appelée "Alliance Multilatérale" qui aurait pour rôle central de maintenir un dialogue au niveau mondial, de représenter un poids suffisant face aux nations qui le remettent en cause, notamment les Etats-Unis.

Cette proposition a été reprise lors d'une conférence de presse du 2 avril 2019 au Conseil de Sécurité, pendant laquelle Jean-Yves Le Drian et son homologue allemand Heiko Maas ont annoncé le lancement d'une initiative "Alliance pour le Multilatéralisme", soutenue par le Japon et le Canada.

Aujourd'hui, nous demandons instamment aux deux ministres concernés de lancer le congrès de Genève, sur le sujet des nouvelles voies de coopération internationale, notamment dans le domaine des échanges commerciaux, des taux de change et des flux de capitaux;

- Encourager la mise en place d'un accord, dans le cadre des négociations de l'OCDE, pour une taxation minimum des profits des entreprises multinationales et d'une taxation des profits qui, au moins en partie, soit ventilée sur la répartition des ventes des firmes multinationales;

5. Pour sécuriser le monde de demain

- Lancer un financement massif pour la transition écologique, soit en faisant un grand emprunt financé et garanti par l'Union Européenne, soit en profitant de la faiblesse et de l'éventuelle baisse des taux d'intérêts pour consacrer les gains de moindre remboursement de dette à la transition;
- Etablir un prix plancher sur le marché européen du carbone, avec une augmentation progressive mais définitive, pour que les émissions de carbone soient prises en compte dans toute transaction économique;
- Favoriser la collecte et la diffusion des informations rigoureuses et scientifiques en provenance d'organismes de confiance (le GIEC par exemple) concernant les dérèglements climatiques, le réchauffement et ses impacts possibles sur l'économie mondiale;
- Considérer, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à maintenant, le traitement des déchets dans les océans comme une priorité majeure à l'échelle du monde, en lançant un programme ambitieux "Save the Ocean" lors de la prochaine COP25 au travers duquel tous les pays s'engagent à mettre des systèmes de filtration et de récupération de plastique à toutes les embouchures de rivières qui mènent à une mer ou un océan et investir dans des technologies novatrices de nettoyage des océans;
- Réhumaniser l'accueil des migrants en Europe, en autorisant les personnes ayant obtenu le statut de réfugiés dans un des pays de l'espace Schengen à pouvoir s'installer dans un autre pays du même espace, ce qui signifie la fin du Règlement Dublin, en autorisant les personnes ayant déposé une demande d'asile à travailler dès le dépôt effectué, en renforçant leur accompagnement et leur formation pour une meilleure intégration sur le marché du travail, et en créant des visas saisonniers et de durée moyenne, à savoir 3 à 5 ans, dans l'espace Schengen, afin de donner plus de flexibilité à des ressortissants étrangers souhaitant travailler au sein de cet espace;
- Dans l'intérêt commun d'une Europe vieillissante et d'une Afrique continent du XXIème siècle, nouer un partenariat d'une ampleur inégalée entre ces deux continents, en se fixant deux objectifs pour les 15 ans qui viennent, à savoir multiplier par trois l'accès à l'eau et à l'électricité en Afrique;

- Le monde est confronté à deux risques majeurs dans le monde digital: celui de la cybersécurité et celui de la perte de liberté de l'individu. Pour ce qui est des cybermenaces, qu'on peut considérer comme une nouvelle forme de guerre, nous proposons donc **d'établir une convention internationale sur la cybersécurité, qui définit clairement ce qui peut être considéré comme une infrastructure digitale critique - telles que les plateformes de vote et de paiement par exemple -, qui interdit les attaques entre pays sur ces infrastructures, et qui encourage le partage entre pays de meilleures pratiques pour la sécurité digitale.**